

La coopération au développement au-delà du CAD

Vers un tableau plus complet du financement du développement international

Par la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE¹

Aperçu

Depuis plus de 50 ans, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE assure un suivi des flux, fixe des normes internationales et procède à l'échange de bonnes pratiques afin d'améliorer l'efficacité de la coopération pour le développement. Si le nombre des membres du Comité continue d'augmenter, de nombreux pays au-delà du CAD mènent également des activités de coopération pour le développement. Le CAD accueille avec intérêt les possibilités de procéder à des échanges d'expériences et de collaborer avec ces pays. Le présent dossier d'actualité expose les modalités de la collaboration entre le CAD et des apporteurs de coopération pour le développement qui ne font pas partie de ses membres – en particulier dans le domaine des statistiques – et donne un aperçu de leurs apports au titre de la coopération pour le développement. Il propose également de renforcer la coopération entre les apporteurs bilatéraux de manière à obtenir un tableau plus complet du financement du développement international.

Ensemble, les 27 pays non membres du CAD examinés dans le présent dossier d'actualité ont versé, en chiffres bruts, 23.5 milliards USD au titre de la coopération pour le développement en 2013, soit plus de 13 % du total mondial. En comparaison, l'aide publique au développement (APD) des membres du CAD s'est élevée à 151.4 milliards USD pour la même année. Les apports de ces pays non membres du CAD ont globalement augmenté ces dernières années, la Chine, l'Inde, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Turquie et les Émirats arabes unis (EAU) ayant fourni en 2013 plus d'un milliard USD au titre de la coopération pour le développement. En moyenne, ces 27 pays font moins appel au système multilatéral pour acheminer leur coopération pour le développement que les membres du CAD. Lorsqu'ils y ont recours, c'est essentiellement via des contributions au système des Nations Unies.

TABLEAU 1: **Estimation des apports au titre de la coopération pour le développement à l'échelle mondiale (en chiffres bruts, milliards USD et prix courants)**

	2010	2011	2012	2013	% de la totalité pour 2013
Aide publique au développement (APD) des 28 pays actuels membres du CAD	141.8	149.6	140.0	151.4	86.6%
Apports des apporteurs non membres du CAD	11.4	14.7	12.8	23.5	13.4%
Estimation du montant total à l'échelle mondiale	153.2	164.3	152.9	174.9	100%

Note: Le Brésil et le Mexique n'ont pas publié de données sur leur coopération pour le développement pour toutes les années prises en compte dans le tableau. Pour compléter le tableau, les activités de coopération pour le développement menées par le Brésil en 2011, 2012 et 2013 ont été estimées au même niveau que 2010. Les activités du Mexique pour 2013 ont été estimées au même niveau que 2012.

Collaboration avec les pays non membres du CAD

En 2011, le CAD a approuvé une stratégie de relations mondiales qui s'appuie sur la solide expérience du Comité en matière de collaboration avec des pays non membres et d'autres organisations. Cette stratégie définit les objectifs, dresse la liste des partenaires prioritaires et décrit les instruments de la collaboration avec les acteurs du développement non membres du Comité (OCDE, 2011b). Par cet engagement, le Comité vise à améliorer la pertinence et l'impact de ses travaux en : i) enrichissant le dialogue sur les politiques à suivre et améliorant le partage de connaissances en matière de coopération pour le développement ; ii) veillant à ce que le Comité devienne plus ouvert et inclusif ; et iii) renforçant la contribution du CAD à l'amélioration de l'efficacité de la coopération pour le développement. Les modalités de collaboration du CAD sont notamment le dialogue sur les politiques à mener, la collaboration sur les statistiques et la gestion de la coopération pour le développement², et les travaux analytiques, notamment sur la coopération triangulaire.³

1

Encadré par sa stratégie de relations mondiales, le CAD renforce ses relations avec cinq groupes d'apporteurs bilatéraux de coopération pour le développement. Le premier de ces groupes est constitué de **membres de l'OCDE** non membres du CAD (Chili, Estonie, Hongrie, Israël, Mexique et Turquie) qui peuvent participer aux réunions officielles du CAD et aux travaux thématiques des organes subsidiaires du Comité. Le deuxième groupe est celui des **pays candidats à l'adhésion à l'OCDE** (Colombie, Costa Rica, Fédération de Russie, Lettonie et Lituanie), qui sont souvent invités à la Réunion au niveau des hauts fonctionnaires et à la Réunion à haut niveau du CAD et peuvent être conviés à prendre part à d'autres activités du Comité, lorsqu'un intérêt mutuel peut être dégagé. Le CAD noue également un dialogue avec les **Partenaires clés de l'OCDE**, qui sont tous membres du G20 : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Indonésie. La collaboration avec la Chine s'inscrit essentiellement dans le cadre du Groupe d'étude CAD-Chine.⁴ La collaboration avec les **États membres de l'Union européenne** a pour objectif de renforcer les capacités de ces pays en matière de coopération pour le développement. Conséquence de ce soutien, tous ces pays notifient désormais leurs apports au titre de la coopération pour le développement à l'OCDE-CAD.

La collaboration avec **les pays et institutions arabes** s'inscrit dans le prolongement d'une relation de longue date et s'est intensifiée ces dernières années. Depuis 2009, le CAD et les institutions du Groupe de coordination arabe⁵ organisent régulièrement des réunions qui fournissent à ces deux communautés des enceintes dans lesquelles elles peuvent apprendre de leurs expériences mutuelles, définir les moyens de coordonner leurs activités et améliorer l'efficacité de leur soutien aux efforts déployés par les pays en développement pour accélérer leur développement⁶. Le CAD collabore également avec des pays arabes, en particulier les EAU, qui sont devenus le premier non-membre de l'OCDE à rejoindre le Comité en qualité de Participant le 1er juillet 2014. Cela signifie que les EAU peuvent assister aux réunions du CAD, contribuer aux activités du Comité et adhérer à ses recommandations sur une base volontaire, sans être membre à part entière du Comité.

Collaboration sur les Statistiques du financement du développement

La collaboration entre le CAD et les apporteurs bilatéraux de coopération pour le développement non membres du Comité, sur les questions de statistiques et de financement, se justifie par les raisons suivantes :

- L'OCDE-CAD possède des compétences reconnues en matière de recueil de données comparables au niveau international sur la coopération pour le développement, et les pays non membres du CAD sont généralement intéressés de tirer des enseignements de ces compétences. Le CAD collabore également avec plusieurs pays non membres du Comité pour tirer des enseignements de leurs approches en matière de mesure du financement du développement. Le Comité recherche les moyens de moderniser la mesure du financement externe du développement et se tourne vers des pays non membres du CAD et diverses organisations de la société civile dans le cadre de ce processus.⁷
- Mettre en commun des informations statistiques est un moyen d'en apprendre davantage sur les activités menées par l'autre partie au titre de la coopération pour le développement, une première étape essentielle pour renforcer la coordination et les travaux conjoints.
- Le système statistique du CAD vise à fournir des statistiques exhaustives du financement du développement qui couvrent tous les apporteurs bilatéraux (ainsi que les bailleurs multilatéraux et privés) qui présentent un intérêt. Cela donne aux pays en développement un aperçu global de leur financement externe, et leur permet de mieux gérer les ressources disponibles à l'appui de leur développement.

À l'heure actuelle, 18 pays et économies non membres du CAD communiquent leurs statistiques à l'OCDE [Arabie saoudite, Bulgarie, Croatie, Chypre^{8,9}, EAU, Estonie, Fédération de Russie, Fonds du Koweït pour le développement économique arabe (la principale agence de coopération au Koweït), Hongrie, Israël¹⁰, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Malte, Roumanie, Taipei chinois, Thaïlande et Turquie].

Plusieurs apporteurs bilatéraux importants ne communiquent pas leurs apports au titre de la coopération pour le développement, ou n'appliquent pas les méthodologies du CAD lorsqu'ils recueillent leurs statistiques, et ce, pour les quatre raisons principales suivantes :

- De nombreux pays ne sont pas dotés des systèmes nécessaires pour recueillir et communiquer des informations sur leurs apports globaux au titre de la coopération pour le développement, qui peuvent être financés ou fournis par plusieurs ministères et organismes aux niveaux fédéral, national ou local.
- Certains apporteurs bilatéraux qui sont également des pays en développement préfèrent « ne pas trop rendre publics leurs efforts » car on pourrait leur reprocher d'allouer des ressources à l'extérieur alors qu'ils sont encore confrontés à de la pauvreté et à d'autres enjeux de développement sur leur territoire national.
- Certains pays craignent d'être obligés d'adhérer aux principes et aux recommandations du CAD ou de ne plus pouvoir prétendre à l'APD s'ils communiquent à l'OCDE leurs statistiques sur leur coopération pour le développement. Il s'agit là de deux idées fausses.
- Certains pays ne sont pas d'accord avec les délimitations du concept d'APD telles que définies par le CAD.

Dans ces circonstances, afin de pouvoir chiffrer de manière plus exhaustive les apports des apporteurs bilatéraux de coopération pour le développement non membres du CAD, l'OCDE procède à une estimation de la taille des programmes de coopération pour le développement de neuf autres apporteurs bilatéraux qui ne communiquent pas d'informations à l'OCDE mais avec lesquels le CAD collabore (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Chili, Colombie, Inde, Indonésie, Mexique et Qatar) en tenant compte de la définition de l'APD.¹¹ De cette façon, les données exposées dans le présent dossier d'actualité peuvent être analysées parallèlement aux statistiques de l'APD publiées par l'OCDE. Des informations supplémentaires sur la méthode d'estimation sont fournies ci-après.

De l'impression générale qui prévaut dans les milieux de l'action publique et de la recherche, les montants affectés par les pays non membres du CAD à la coopération pour le développement sont en hausse, même s'il n'existe que peu de preuves venant confirmer cette impression. Bien que plusieurs initiatives visent à recueillir des données sur les flux de la coopération internationale pour le développement, aucune d'entre elles ne porte sur « des données annuelles, traduites en valeur monétaire, comparables et validées, sur la coopération pour le développement des apporteurs bilatéraux » (OCDE, 2014). Les efforts déployés par l'OCDE pour recueillir des données sur les apporteurs bilatéraux non membres du CAD contribuent ainsi à pallier un manque important de données.

Les apports d'apporteurs non membres du CAD au titre de la coopération pour le développement

La coopération totale pour le développement, exprimée en chiffres bruts, de 27 pays non membres du CAD, a atteint 23.5 milliards USD en 2013, en hausse par rapport aux 11.4 milliards USD de 2010 (tableau 2). En pourcentage de la coopération mondiale pour le développement, ce chiffre représentait entre 7 % et 9 % en 2010, 2011 et 2012, et est passé à 13 % en 2013.

TABLEAU 2: Estimation des flux de la coopération pour le développement de pays non membres du CAD (en chiffres bruts, milliards USD et prix courants)

	2010	2011	2012	2013
APD de 18 pays notificateurs non membres du CAD	7.1	9.5	7.1	16.9
Estimations des apports émanant de neuf pays non notificateurs et non membres du CAD	4.3	5.2	5.7	6.6
Estimations des flux totaux d'apporteurs non membres du CAD	11.4	14.7	12.8	23.5

Note: Le Brésil et le Mexique n'ont pas publié de données sur leur coopération pour le développement pour toutes les années prises en compte dans le tableau. Pour compléter le tableau, les activités de coopération pour le développement menées par le Brésil en 2011, 2012 et 2013 ont été estimées au même niveau que 2010. Les activités du Mexique pour 2013 ont été estimées au même niveau que 2012.

Les chiffres du tableau 3 font état d'une tendance généralement à la hausse de la coopération pour le développement des 18 pays notificateurs non membres du CAD. La diminution exceptionnelle enregistrée en 2012 peut s'expliquer par une baisse des apports de **l'Arabie saoudite** qui sont passés de 5 milliards USD en 2011 à 1.3 milliard USD en 2012, avant de remonter à 5.7 milliards USD en 2013. Cette augmentation mise à part, la hausse des flux totaux émanant de ces pays en 2013 s'explique également par une augmentation des versements des **EAU** de 1.2 milliard USD à 5.5 milliards USD en termes bruts, soit un ratio net APD/RNB de 1.34 %. Cette augmentation était essentiellement due au soutien exceptionnel accordé à l'Égypte, d'un montant supérieur à 4.5 milliards USD. Toutefois, les performances impressionnantes des EAU peuvent également s'expliquer par la poursuite d'une tendance à la hausse depuis 2010. Cette évolution semble cohérente avec l'importance croissante qu'accordent les EAU à leur rôle d'apporteur de coopération pour le développement, qui transparaît également dans la création, en 2013, d'un ministère de la Coopération internationale et du Développement et dans le processus en cours d'élaboration d'une politique et d'une stratégie d'aide étrangère.

Derrière les EAU, c'est **la Turquie** qui a le plus augmenté son APD ces dernières années. En termes bruts, ses activités de coopération pour le développement ont plus que triplé et sont passées de 967 millions USD en 2010 à 3.3 milliards USD en 2013. Cette hausse est principalement due aux mesures prises en réponse à la crise des réfugiés dans la Syrie voisine, auxquelles 1.6 milliard USD a été alloué en 2013. Elle s'explique par ailleurs également par le prêt de 1 milliard USD consenti à l'Égypte, versé à part égale en 2012 et 2013.

Des informations plus détaillées sur les programmes de coopération pour le développement de ces pays sont disponibles dans le Rapport annuel sur la coopération pour le développement (RCD)¹² de l'OCDE, ainsi que sur le site internet de l'Organisation.¹³

**TABLEAU 3. Versements d'APD des pays notificateurs non membres du CAD
(en chiffres bruts, millions USD et prix courants)**

Pays/Économie	2010	2011	2012	2013	% of total 2013
Bulgarie	40	48	40	50	0.3%
Croatie	21	45	0.3%
Chypre	51	38	25	20	0.1%
Estonie	19	24	23	31	0.2%
Hongrie	114	140	118	128	0.8%
Israël	145	206	181	202	1.2%
Koweït (KFAED)	617	495	452	496	2.9%
Lettonie	16	19	21	24	0.1%
Liechtenstein	27	31	29	28	0.2%
Lituanie	37	52	52	50	0.3%
Malte	14	20	19	18	0.1%
Roumanie	114	164	142	134	0.8%
Fédération de Russie	472	479	465	714	4.2%
Arabie saoudite	3 494	5 239	1 436	5 825	34.4%
Taipei chinois	381	381	305	272	1.6%
Thaïlande	45	50	35	65	0.4%
Turquie	967	1 273	2 533	3 308	0.4%
Émirats arabes unis	571	816	1 165	5 502	32.5%

L'OCDE prépare également des estimations de neuf apporteurs bilatéraux de coopération pour le développement avec lesquels elle collabore, mais qui ne communiquent pas d'informations à l'OCDE-CAD. Ces estimations portent sur deux membres de l'OCDE non membres du CAD, un pays candidat à l'adhésion à l'OCDE, les cinq Partenaires clés de l'OCDE et un pays arabe. L'OCDE utilise les sources officielles de ces pays (telles qu'indiquées au tableau 4) ainsi que les informations publiées par les organisations multilatérales pour parvenir à une estimation des apports pouvant être assimilés à de l'APD (les notes des tableaux 4 et 5 décrivent plus en détail la méthode employée). Il convient de noter que les estimations présentées au tableau 4 donnent une indication du volume de la coopération pour le développement fournie par ces neuf pays.

TABLEAU 4: Estimates of development co-operation flows: bilateral providers of development co-operation that do not report to the OECD-DAC (gross, USD millions, current prices)

Country	2010	2011	2012	2013	Source
Brésil ¹	500	Institut de recherche en économie appliquée (IPEA) et Agence brésilienne de coopération (ABC)
Chili	16	24	38	44	Ministère des Finances
Chine	2 561	2 776	3 114	3 009	Annuaire des statistiques des finances publiques, ministère des Finances
Colombie	15	22	27	36	Plan stratégique institutionnel 2013, Agence présidentielle de coopération internationale
Inde ²	709	788	1 076	1 257	Rapports annuels, ministère des Affaires étrangères
Indonésie	10	17	27	12	Ministère de la Planification du développement national
Mexique	..	99	203	..	Agence mexicaine de coopération pour le développement international (AMEXCID)
Qatar	334	733	543	1 344	Rapports sur l'aide étrangère, ministère des Affaires étrangères
Afrique du Sud ^{2,3}	151	227	188	183	Estimations des dépenses publiques 2013, Trésor sud-africain

.. = non disponible

Note : (i) Les données incluent uniquement les contributions en lien avec le développement, ce qui signifie que les ressources locales, c'est-à-dire le financement émanant d'un pays via des organisations multilatérales et préaffecté pour des programmes au sein de ce même pays, sont exclues. Par ailleurs, comme pour les pays notificateurs, des coefficients sont appliqués aux contributions de base aux organisations multilatérales qui n'interviennent pas exclusivement dans les pays pouvant prétendre à l'APD. Ces coefficients attestent de la part des activités des organisations multilatérales consacrée au développement. (ii) Les apports acheminés via les organisations multilatérales ont été calculés (partiellement) sur la base des informations contenues sur les sites internet des organisations multilatérales, de www.aidflows.org et de données du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA), à l'exception du Brésil et de l'Inde pour lesquels les données nationales publiées ont été utilisées.

1) Le volume de la coopération pour le développement du Brésil est beaucoup plus élevé, selon les chiffres officiels publiés par le gouvernement brésilien. L'OCDE utilise ces données mais n'a inclus dans ses estimations, aux fins de la présente analyse, que les éléments suivants : i) les activités dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et ii) les contributions aux organismes multilatéraux dont l'objectif principal est de promouvoir le développement économique et le bien-être dans les pays en développement (ou un pourcentage de ces contributions dans le cas des organisations multilatérales dont les activités ne sont pas exclusivement consacrées au développement dans les pays en développement). L'OCDE exclut également les activités bilatérales de maintien de la paix. Les données publiques du Brésil peuvent exclure certaines activités qui seraient comptabilisées au titre de la coopération pour le développement dans les statistiques du CAD ; ces activités sont par conséquent également exclues des estimations de l'OCDE qui reposent sur les données propres du Brésil.

2) Les chiffres relatifs à l'Inde et à l'Afrique du Sud ont été établis sur la base des exercices budgétaires des deux pays. Ainsi, les données de 2012 correspondent à l'exercice budgétaire 2012/2013.

3) La baisse du volume de la coopération pour le développement de l'Afrique du Sud à compter de 2013 est due aux fluctuations de taux de change.

Les apports totaux de ces neuf pays au titre de la coopération pour le développement sont en hausse depuis 2010. Selon des estimations, ces pays ont ensemble versé 6.6 milliards USD en 2013, contre 4.3 milliards USD en 2010. La Chine, l'Inde et le Qatar représentaient environ 85 % du total. La composition des programmes de coopération pour le développement mis en œuvre par ces neuf pays varie, la Chine, l'Inde et le Qatar ayant essentiellement recours aux canaux bilatéraux, alors que le Brésil, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Chili, la Colombie et le Mexique acheminent une grande partie de leur financement global via les organisations multilatérales. Le système des Nations Unies est le canal multilatéral le plus utilisé par ces neuf pays (voir le tableau 5). Les organisations des Nations Unies qui interviennent dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agriculture se retrouvent parmi les principaux canaux de financement.

TABLEAU 5. Estimations des fonds acheminés via le système multilatéral : apporteurs de coopération pour le développement non membres du CAD (2011-2013 moyenne des trois années, en millions USD et prix courants)

	Brésil	Chile	Chine	Colombie	Inde	Indonésie*	Mexique	Qatar	Afrique du Sud
Total Nations Unies	119.4	6.1	130.4	10.0	35.8	10.0	55.1	8.5	22.9
Programme alimentaire mondial (100%)	36.6		10.4		1.0	0.0	0.4	0.3	6.9
Organisation des Nations Unies (18%)	10.0	1.3	18.7	0.9	5.2	1.3	10.5	0.8	1.8
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (51%)	11.9	0.6	11.0	2.4	1.5	0.6	9.9	0.3	2.6
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (60%)	13.4	0.8	10.8	0.4	1.4	2.6	4.7	0.7	0.9
Organisation mondiale de la santé (76%)	6.4	0.8	12.3	0.6	2.4	1.3	7.3	0.3	1.3
Organisation internationale du Travail (60%)	5.0	0.7	7.9	1.7	1.5	0.5	5.9	0.3	3.1
Fonds international de développement agricole (100%)	5.6	0.0	8.0	0.0	9.8	1.2	1.1	0.0	0.2
Département des opérations de maintien de la paix (7%)	0.4	0.1	23.9	0.0	0.1	0.1	0.4	0.7	
Programme des Nations Unies pour le développement (100%)	2.5	0.4	7.2	0.1	4.7	0.6	0.5		2.6
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (100%)	1.7	0.3	5.3	0.6	4.3	0.3	3.4	0.2	0.8
Agence internationale de l'énergie atomique (33%)	2.3	0.4	6.3	0.2	1.1	0.4	4.8	0.2	0.7
Office contre la drogue et le crime (100%)	11.7		0.6		0.0	0.0	1.8	0.2	0.1
UNICEF (100%)	4.2	0.3	1.4	0.2	0.7	0.3	0.2	0.9	0.2
Autres Nations Unies	7.7	0.5	6.7	3.0	2.0	0.8	4.2	3.6	1.4
Total Banques régionales de développement	38.9	9.5	144.5	10.7	1.1	5.4	21.5	38.5	33.3
Banque interaméricaine de développement (100%)	34.0	9.5	85.4	9.2	0.0	0.0	21.5	0.0	0.0
Banque africaine de développement (100%)	4.9	0.0	42.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	33.3
Banque islamique de développement (100%)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.4	0.0	38.5	0.0
Banque asiatique de développement (100%)	0.0	0.0	10.2	0.0	1.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Banque de développement des Caraïbes (100%)	0.0		6.1	1.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Groupe de la Banque mondiale	85.6	7.7	57.1	1.5	0.0	0.0	2.1	0.0	17.0
Total autres organisations multilatérales	3.0		8.3	0.4	20.2	0.0	3.3	0.0	31.1
Union africaine (100%)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.9
Global Environment Facility (100%)	1.1	0.0	3.4	0.0	2.3	0.0	2.2	0.0	0.0
Autres organisations	2.0		4.9	0.4	17.9	0.0	1.1	0.0	12.2
Total global	246.9	23.3	340.3	22.6	57.1	15.4	82.0	46.9	104.3

Notes: i) Les données incluent uniquement les contributions en lien avec le développement. Les coefficients du CAD (voir parenthèses dans la première colonne) – à savoir, le pourcentage du budget de base d'une organisation alloué à des fins de développement dans les pays en développement – sont appliqués aux contributions de base. Enfin, les ressources locales, c'est-à-dire le financement émanant d'un pays via des organisations multilatérales et affecté à des programmes au sein de ce même pays, sont exclues. ii) Les informations contenues dans ce tableau reposent essentiellement sur les données du Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies, www.aidflows.org et les sites internet d'autres organisations multilatérales et publications nationales des pays concernés. Les données relatives aux contributions aux organisations multilatérales ne sont pas toutes rendues publiques ; les informations présentées ici risquent donc d'être incomplètes.

Un examen plus attentif de ces neuf pays permet de constater qu'entre 2009 et 2010, le volume de la coopération pour le développement du **Brésil** est passé de 362 millions USD à 500 millions USD (ces années sont les dernières pour lesquelles le Brésil a publié des données). Les apports totaux pour 2010 publiés par le Brésil – soit 923 millions USD (IPEA et ABC, 2013) – incluent les activités qui ne sont pas, ou que partiellement considérées comme relevant de la coopération pour le développement dans les statistiques du CAD.¹⁴ La hausse entre 2009 et 2010 était essentiellement due aux dépenses humanitaires supplémentaires (qui ont atteint 32 % des apports de 2010), dont une grande partie a été allouée à Haïti suite au tremblement de terre de 2010. À côté de l'aide humanitaire, les modalités de coopération Sud-Sud du Brésil incluent la coopération technique (12 %), la coopération scientifique et technologique (3 %) et les bourses et coûts imputés aux étudiants (7 %).

De ces neuf pays, c'est **la Chine** qui fournit le volume le plus élevé de coopération pour le développement. Elle a porté son financement de 2.5 milliards USD en 2010 à 3 milliards USD en 2013.¹⁵ La plupart de ses activités au titre de la coopération pour le développement transitent par le canal bilatéral (93 % en 2013). Environ la moitié des apports multilatéraux étaient acheminées par la Banque interaméricaine de développement, le Groupe de la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Le deuxième Livre blanc sur l'aide étrangère de la Chine, publié en 2014, contient des informations sur la répartition géographique et sectorielle globale du programme entre 2010 et 2012.¹⁶ D'après cette source, plus de la moitié de la coopération bilatérale de la Chine était destinée à l'Afrique et, pour ce qui est des secteurs, à l'infrastructure économique (45 % des fonds bilatéraux) et à l'infrastructure sociale et publique (28 % des fonds bilatéraux).

Le volume de la coopération pour le développement de **l'Inde** a presque doublé entre 2010 et 2013, et est passé d'environ 700 millions USD à 1.3 milliard USD. Il devrait, d'après les prévisions budgétaires, continuer d'augmenter pour atteindre 1.5 milliard USD en 2014. L'Inde a étendu ses programmes dans la plupart de ses pays voisins (Bangladesh, Maldives, Myanmar, Népal et Sri Lanka) entre 2010 et 2013. Le Bhoutan reçoit près de 60 % de la coopération bilatérale de l'Inde pour le développement. La part de la coopération bilatérale de l'Inde dans son programme global (90 %) est la plus élevée des neuf pays. Les principaux secteurs sont la santé, l'éducation, l'énergie (hydro-électricité) et les technologies de l'information. Les apports multilatéraux de l'Inde sont acheminés essentiellement via le système des Nations Unies.

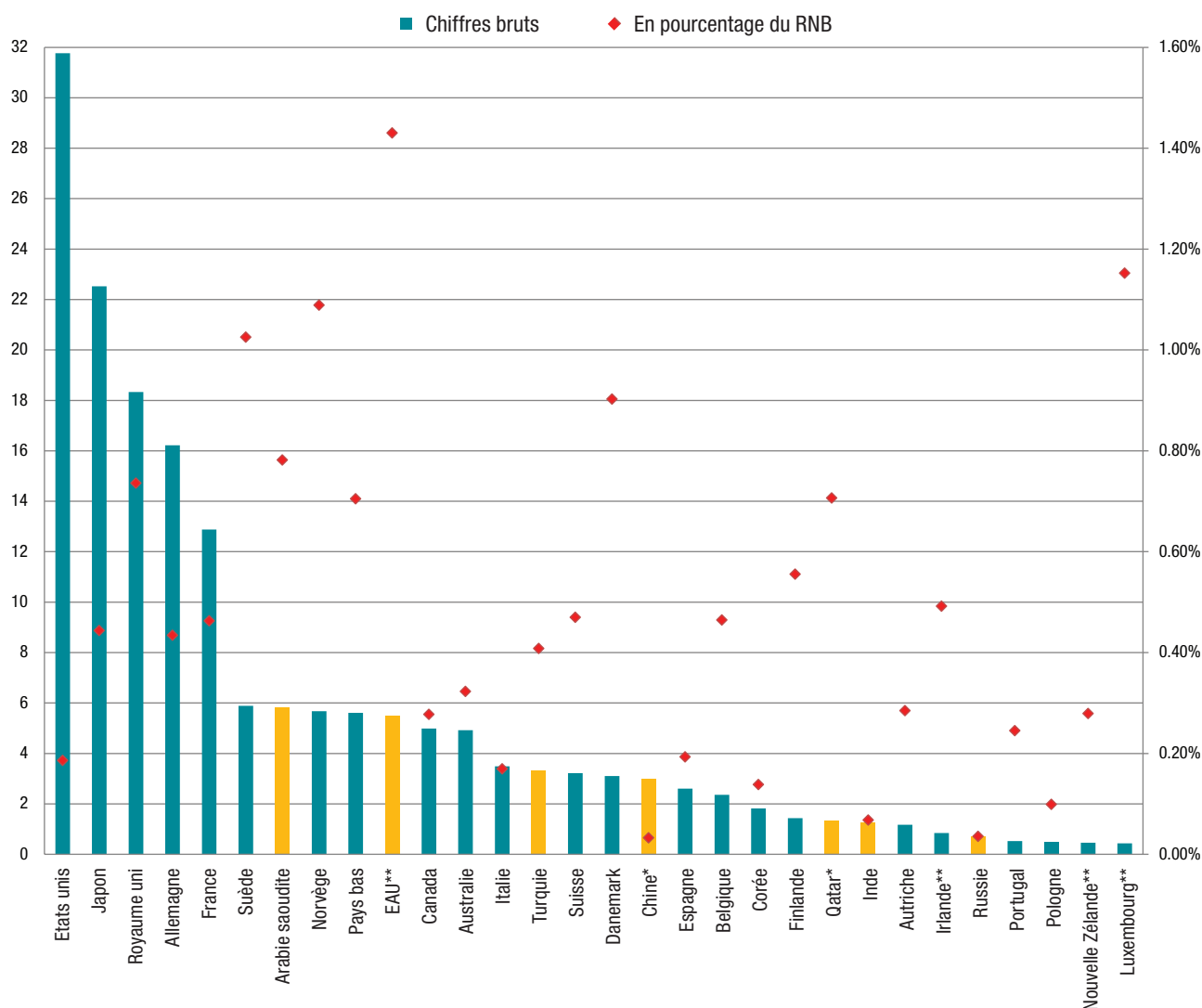
L'Indonésie a alloué en 2013 12 millions USD au titre de la coopération pour le développement, la majeure partie ayant transité par les organisations multilatérales. La plupart des versements multilatéraux sont affectés aux organismes des Nations Unies, même si le premier bénéficiaire multilatéral des fonds indonésiens entre 2011 et 2013 était la Banque islamique de développement. La coopération bilatérale de l'Indonésie regroupe environ 40 pays, la plupart situés en Asie, et porte sur divers secteurs. Elle consiste essentiellement en des bourses et des projets de coopération technique.

La coopération pour le développement de **l'Afrique du Sud** a atteint son plus haut niveau en 2011, avec 227 millions USD, et diminue légèrement depuis. Une grande partie du recul survenu après 2011 en USD est liée aux fluctuations des taux de change. La coopération bilatérale passe majoritairement par le Fonds pour la renaissance africaine et la coopération internationale créé en 2001 dans le but de renforcer la coopération sur le continent africain. La coopération multilatérale est pour sa part essentiellement acheminée via la Banque africaine de développement et l'Union africaine

L'OCDE procède à des estimations du volume des activités de coopération pour le développement de trois pays d'Amérique latine en plus du Brésil : le Chili, le Mexique (tous deux membres de l'OCDE) et la Colombie (pays candidat à l'adhésion). Le Mexique est le premier apporteur bilatéral de ces trois pays, ses financements se sont élevés à 203 millions USD en 2012. Les statistiques sur son programme de coopération pour le développement, publiées pour la première fois en 2014, révèlent qu'il a accentué sa coopération bilatérale et multilatérale ces dernières années. Pour ce qui est du Chili et de la Colombie, la majorité de la coopération pour le développement est acheminée par les organisations multilatérales. La coopération bilatérale et multilatérale de ces deux pays est en hausse depuis quelques années. La coopération bilatérale du Chili prend essentiellement la forme d'assistance technique et de bourses.¹⁷

L'OCDE a également préparé des estimations des apports du **Qatar** au titre de la coopération pour le développement, sur la base des rapports rédigés par le pays sur son aide étrangère pour 2010-2011, 2012 et 2013. La quasi-totalité des activités de coopération pour le développement empruntent le canal bilatéral. Le secteur privé qatari est également un bailleur important, mais ses apports ne sont pas inclus dans les estimations des flux émanant du secteur public dans le présent dossier d'actualité.

GRAPHIQUE 1. Estimations des apports au titre de la coopération pour le développement des principaux apporteurs en 2013 (en milliards USD bruts et en pourcentage du Revenu national brut)



* Estimations; ** Sur la base des chiffres du RNB pour 2012, les données de 2013 n'étant pas disponibles.

Note: Pays dont les apports bruts au titre de la coopération pour le développement dépassent 400 millions USD. Les chiffres du RNB reposent sur ceux de la Banque mondiale. Les pays non membres du CAD sont représentés par des barres orange/clair.

Dresser un tableau plus complet des apports au titre de la coopération pour le développement

L'OCDE recueille des données complètes et détaillées sur les apports au titre de la coopération pour le développement des 29 membres du CAD, de 18 pays non membres du CAD, de plus de 30 organisations multilatérales et d'une fondation privée (la Fondation Bill et Melinda Gates). Les données transmises sont traitées et validées conjointement avec celles des pays et institutions notificateurs, ce qui garantit une qualité et une comparabilité élevées.

L'OCDE vise, par le dialogue et la collaboration dans le domaine des statistiques, à améliorer la couverture des statistiques sur la coopération internationale pour le développement. En communiquant leurs informations à l'OCDE, les apporteurs de coopération pour le développement contribuent à dresser un tableau plus complet des apports au titre de la coopération internationale pour le développement, ce qui est utile avant tout aux pays bénéficiaires de cette coopération. Cela répond aussi à une demande de transparence et de reddition de comptes et donne aux pays apporteurs une reconnaissance croissante de leurs actions en faveur du développement et de la lutte contre la pauvreté.

NOTES

1. Le présent Dossier d'actualité est un produit de l'OCDE et l'OCDE est responsable de son contenu. Les auteurs souhaitent remercier leurs collègues qui y ont contribué et ont fait part de leurs commentaires.
2. Des informations supplémentaires sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/consolider-la-gestion-de-la-cooperation-pour-le-developpement.htm.
3. Des informations supplémentaires sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/la-cooperation-triangulaire.htm.
4. Des informations supplémentaires sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/groupe-detude-chine-cad.
5. Le Groupe de coordination arabe compte 10 membres : 4 organisations bilatérales (le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement de l'économie arabe, le Fonds du Koweït pour le développement économique arabe, le Fonds du Qatar pour le développement et le Fonds saoudien de développement) et 6 organisations multilatérales (le Programme du Golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies, le Fonds monétaire arabe, le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque islamique de développement et le Fonds de l'OPEP pour le développement international). Des informations supplémentaires sont disponibles à l'adresse suivante : www.arabfund.org/Default.aspx?pagelD=472.
6. Les comptes rendus et ordres du jour de l'ensemble des dernières réunions du Dialogue Arabe-CAD sur le développement sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/dialogue-arabe-cad-sur-le-developpement.htm.
7. Des informations supplémentaires (en anglais) sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.oecd.org/dac/financing-development.htm>.
8. Note de bas de page de la Turquie : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».
9. Note de bas de page de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypres.
10. Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.
11. La définition et la couverture de l'APD sont consultable à l'adresse suivante : www.oecd.org/fr/cad/stats/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm.
12. L'édition 2014 du RCD a été publiée en octobre 2014. L'édition 2015 devrait être publiée en juin de cette même année.
13. Page internet de l'OCDE contenant les statistiques de la coopération pour le développement des pays non membres du CAD : www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/non-membres-cad-notifiation.htm.
14. Voir la note 1 au tableau 4.
15. Ces chiffres excluent les prêts accordés à des conditions libérales par l'EXIM-Bank.
16. Certaines des activités incluses dans le Livre blanc ne peuvent être comptabilisées au titre de l'APD ; ces chiffres ne sont par conséquent pas comparables avec les estimations de l'OCDE contenues dans le présent document.
17. Pour plus d'informations sur les politiques et programmes du Chili en matière de coopération pour le développement, voir l'examen spécial mené par le CAD, disponible à l'adresse suivante : www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/examenspecialducooperationpouredeldeveloppementduchili.htm

BIBLIOGRAPHIE

1. Carroll, P. and Hynes, W. (2013), "Engaging with Arab aid donors: the DAC experience", IIS Discussion Paper 424, avril 2013, www.tcd.ie/iis/documents/discussion/pdfs/iisd424.pdf.
2. Gouvernement de Chine (2014), "China's Foreign Aid (2014)", Bureau d'information du Conseil d'État de la République populaire de Chine, Beijing.
3. Gouvernement de la Colombie (2013), Agence présidentielle de coopération internationale de la Colombie (APC), "Plan Estratégico institucional" [Plan stratégique institutionnel].
4. Gouvernement de l'Indonésie (2011), "Prospective of Indonesia South-South cooperation 2011-14", National Coordination Team on South-South and Triangular Cooperation, South Jakarta.
5. Gouvernement du Qatar (2013), Département du développement international, "Foreign Aid Report 2010-2011".
6. Gouvernement du Qatar (2014), Département du développement international, "Foreign Aid Report 2012".
7. IPEA et ABC (2010), La coopération brésilienne pour le développement international 2005-2009, Institut de recherche économique appliquée (IPEA) et Agence brésilienne de coopération (ABC), Brasilia.
8. IPEA et ABC (2013), La coopération brésilienne pour le développement international 2010, Institut de recherche économique appliquée (IPEA) et Agence brésilienne de coopération (ABC), Brasilia.
9. Lomoy, Jon (2014), "2013 – An exceptional year for the DAC", www.oecd.org/dac/dac-global-relations/2013-an-exceptional-year-for-the-dac.htm.
10. OECD (2014a), *Coopération pour le développement*, www.oecd.org/fr/cad/cooperation-pour-le-developpement-rapport-20147748.htm.
11. OECD (2014b), "Les pays non membres du CAD et débat mené sur la mesure du financement du développement dans la perspective de l'après-2015", document rédigé pour les débats de la Réunion du CAD du 10 février 2014, <http://www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/Les%20pays%20non-membres%20du%20CAD%20et%20la%20mesure%20du%20financement%20du%20developpement%20post-2015.pdf>
12. OECD (2011a), "Les nouveaux partenariats, une bonne chose pour la coopération internationale pour le développement", www.oecd.org/fr/cad/47952330.pdf.
13. OCDE (2011b), "Stratégie de relations mondiales du CAD", www.oecd.org/fr/cad/stats/49248909.pdf.
14. Smith, K., Fordelone, T.Y. and Zimmermann, F. (2010), "Beyond the DAC: the Welcome Role of Other Providers of Development Co-operation", Note de synthèse de la DCD, mai 2010, Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, www.oecd.org/dac/45361474.pdf.
15. Tortora, P. (2011), "Common ground between south-south and north-south cooperation principles". Note de synthèse OCDE-CAD, www.oecd.org/dac/dac-global-relations/Common%20ground%20between%20South-South%20and%20North-South%20co-operation.pdf

Internet

- Gouvernement du Chili, ministère des Finances, site internet sur le budget et l'exécution du budget de l'Agence chilienne de coopération internationale, www.dipres.gob.cl/595/w3-multipropertyvalues-14357-22027.html (consulté le 10 octobre 2014).
- Gouvernement de la Chine (2013), site internet contenant les tableaux budgétaires des dépenses à l'échelon central, ministère des Finances de la République populaire de Chine, Beijing, <http://yys.mof.gov.cn/zhengwuxinxi/caizhengshuju/> (consulté le 10 octobre 2014).
- Gouvernement de l'Inde, ministère des Affaires étrangères, site internet contenant les documents budgétaires annuels, www.mea.gov.in/budget.htm?59/Budget (consulté le 10 octobre 2014).
- Gouvernement de Mexique, Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID), site internet contenant les chiffres de la coopération internationale pour 2010 et 2011, <http://amexcid.gob.mx/images/ccid/> (consulté le 10 octobre 2014).
- Gouvernement de l'Afrique du Sud, Trésor, site internet contenant les documents des budgets nationaux annuels, www.treasury.gov.za/documents/national%20budget/default.aspx (consulté le 10 octobre 2014).

OCDE Les relations mondiales du CAD : www.oecd.org/fr/cad/rerelations-mondiales-cad/

8